

Des agronomes écoterritoriaux ? Rétrospective et perspectives d'une option de développement territorial de la transition écologique en école d'ingénieurs agronomes

AUTEUR

Cyprien TASSET

RÉSUMÉ

VetAgro Sup comporte depuis 2015 une option « Ingénierie et stratégie du développement écoterritorial » (EcoTerr). Pour nous qui en prenons en 2023 la responsabilité, la présente communication se veut un exercice réflexif et prospectif sur la construction d'un enseignement des territoires dans une perspective écologique. Nous commencerons par donner une brève présentation de l'option EcoTerr, en insistant sur sa genèse, les ressources qui ont été structurantes à son origine et ses évolutions au fil du temps. Puis, nous ferons ressortir la façon dont cette formation est actuellement traversée par des tensions qui portent sur les perspectives écologiques, en particulier sur les façons de les inscrire dans une formation d'ingénieur·es agronomes, avant de nous interroger sur les façons de former des ingénieur·es agronomes à obsolescence déprogrammée.

MOTS CLÉS

écoles d'agronomie, ingénierie, formation, développement territorial, écologie

ABSTRACT

Since 2015, VetAgro Sup has been offering an "Engineering and Strategy for Ecoterritorial Development" specialisation (EcoTerr). For those of us who are taking over responsibility for this option in 2023, this communication is intended to be a reflective and forward-looking exercise on the construction of teaching about territories from an ecological perspective. We will begin with a brief presentation of the EcoTerr specialisation, focusing on its origins, the resources that were instrumental in its creation and its development over time. Then, we will highlight the way in which this course is currently affected by tensions that relate to ecological perspectives and in particular to the ways of including them in an agricultural engineer training, before questioning ourselves on the ways of training agricultural engineers with deprogrammed obsolescence.

KEYWORDS

Agronomy schools, Engineering, Training, Territorial development, Ecology

L'enseignement agronomique a investi de longue date le « territoire » (dans l'optique de son « développement ») comme une échelle d'action alternative pour celles et ceux de ses diplômé·es qui ne se destinaient ni exclusivement à l'encadrement de la profession agricole, comme conseillers, ni à des carrières scientifiques ou dans l'agroalimentaire, mais plutôt à des postes de chargé·es de mission ou de projet en administration publique, à du salariat associatif tourné vers les espaces ruraux, voire à du petit entrepreneuriat. Dans l'expérience menée sur le campus agronomique de VetAgro Sup (anciennement ENITA) à Clermont-Ferrand depuis les années 2000, une option d'ingénierie du développement territorial a été un des premiers points d'institutionnalisation des préoccupations écologiques dans l'établissement, comme le manifeste l'appellation d'« Ingénierie et stratégie du développement écoterritorial », abrégée en « EcoTerr », que lui a donné son créateur et responsable jusqu'en 2023, le géographe Luc Mazuel.

Préparée au moment où celui-ci nous en transmet la responsabilité, cette communication se veut un exercice réflexif et prospectif sur la construction d'un enseignement des territoires dans une perspective de « transition écologique », et sur les façons de le faire évoluer dans un contexte marqué par l'essor des politiques d'adaptation ainsi que par la tentation de la « bifurcation » chez une partie des étudiant·es en formation agronomique.

Dans cette communication, nous commencerons par donner une brève présentation de l'architecture de l'option EcoTerr, puis nous retracerons sa genèse en insistant sur les ressources qui ont été structurantes à son origine et au fil du temps : influences intellectuelles et expériences professionnelles de son fondateur ; collègues décisifs ; partenaires extérieurs publics, associatifs ou privés. Puis, en nous appuyant sur différents matériaux (observations des temps de discussion avec les collègues et les étudiant·es optionnaires, recueil de la mémoire de l'option auprès de Luc Mazuel, analyse secondaire de deux questionnaires auprès des étudiant·es agronomes respectivement sur leurs rapports aux « transitions » écologiques et aux « bifurcations »), nous ferons ressortir la façon dont cette formation est actuellement traversée par des tensions qui portent sur les perspectives écologiques et en particulier sur les façons de les inscrire dans une formation d'ingénieur·es agronomes, avant de nous interroger sur les façons de former des ingénieur·es agronomes à obsolescence déprogrammée, c'est-à-dire émancipé·es de la dépendance à ce que le physicien José Halloy (cité dans Monnin, 2023) appelle les « technologies zombies ».

GENÈSE ET POSITIONNEMENT DE L'ÉCOTERRITORIALITÉ EN FORMATION AGRONOMIQUE

La prise en charge du « territoire » dans les intitulés d'option de l'ENITA de Clermont, devenue ensuite VetAgro Sup, a évolué à partir d'une base en aménagement. En effet, en 1995, à côté d'options tournées vers la production agricole (surtout animale) ou

vers l'innovation et le *marketing* agroalimentaires, cet établissement offrait une spécialisation « Aménagement et développement rural », devenue « Ingénierie du développement territorial » en 2005. L'option se singularisait alors par des « modules d'ouverture » vers des thèmes tels que l'art ou les jardins. Luc Mazuel, enseignant-chercheur en géographie spécialisé sur le tourisme durable, a reformulé l'intitulé de l'option en 2015 en « EcoTerr : Ingénierie et stratégie du développement écoterritorial ».

Tout en conservant en sous-titre son ancrage dans un domaine savant et professionnel bien identifié, celui du « développement territorial » (Campagne & Pecqueur, 2014), l'acronyme EcoTerr favorise l'identification et potentiellement l'attractivité de la formation, permet des jeux lexicaux qui font sens par rapport à son contenu (éco/-logie ou /-nomie et terr/-itoire, /-ain, /-e, ainsi qu'involontairement mais de façon de plus en plus encombrante dans un contexte de durcissement des rapports entre l'État et les contestations écologistes : « écoterrorisme ») et condense un concept « d'écoterritorialité », défini sur la maquette de la formation comme « une réponse à la gestion raisonnée des ressources locales et au développement maîtrisé et innovant des structures économiques et sociales en favorisant les transversalités, les modes collaboratifs, les nouvelles formes d'organisation du temps, de l'espace... dans le souci de la préservation environnementale, du mieux-être des acteurs économiques et des habitants, de la santé globale, sans compromettre le besoin de développement et la production de richesses » (Mazuel, 2021). L'écoterritorialité se réclame, à travers l'idée de « ménagement du territoire » (Collectif, 2022), du théoricien des jardins Gilles Clément. Elle propose de former « des ingénieur·es "rares", "à la croisée", agronomes et développeurs·euses de stratégies d'entreprise et de territoire », spécialisé·es dans la « conduite de projets en transition écologique ». Formé·es en « SIG, cartographie, modélisation, statistiques, communication, finances, foncier, etc. », il·elles abordent des thèmes tels que « [b]iodiversité, gestion de l'eau, agriculture, urbanisme, énergie, alimentation, ressources locales, déchets, mobilité, tourisme », en associant « connaissances spécifiques scientifiques et techniques mais aussi capacité d'ouverture, créativité et de prospective ». Les EcoTerr se destinent à « l'ingénierie de projet à l'échelle des entreprises et des territoires d'action dans des domaines clés : agriculture et alimentation territorialisée, accompagnement des projets d'éco-entreprises, nouvelles mobilités territoriales, production énergétique renouvelable, gestion durable des milieux naturels, nouvelles formes d'urbanisme, nouvelle économie des services, gestion des bio-ressources, écotourisme... » (Mazuel, 2021). L'accent placé par l'option sur la dimension « écologique » du développement territorial lui permet de situer ses débouchés à la confluence entre action publique, privée et associative, autour de « la transition économique, sociale et environnementale » (*ibid.*). Celle-ci est plutôt abordée de façon positive et engageante, sous le concept de « développement durable ».

TENSIONS ET PERSPECTIVES D'UNE FORMATION PIONNIÈRE

Malgré une ancienne et péjorative « image de hippies » (témoignage d'ancien·ne élève) et des effectifs irréguliers d'une année à l'autre, l'option EcoTerr s'est pérennisée et occupe une fonction importante pour l'établissement en offrant un cursus interne à une fraction d'étudiant·es, dont on peut penser qu'elle est souvent plus éloignée par sa famille du milieu agricole par rapport aux options les plus tournées vers la production, et surtout porteuse de fortes attentes d'écologisation de la formation agronomique (Boudes *et al.*, 2022). Elle peut être valorisée comme une façon, pour l'établissement, d'avoir pris de l'avance dans la course aux formations vertes qui se déchaîne entre les grandes écoles, et sur une contestation étudiante qui déconcerte d'autres établissements (Poinot, 2022). Néanmoins, dans un contexte où le mouvement environnemental global hésite entre perspectives « apocalyptiques » et « postapocalyptiques » (Cassegard & Thörn, 2022), la plausibilité des termes qui restaient proches au début des années 2000 d'un front pionnier d'institutionnalisation de la question écologique n'est pas intacte, et EcoTerr présente des tensions qui invitent à redéfinir une partie de ses positionnements.

Celles-ci portent notamment sur la façon dont la question écologique est cadrée. En effet, les questionnaires « Agronomes en quelles transitions » et « Transition écologique et bifurcation », administrés en 2022 respectivement au sein des écoles d'agronomie publiques et de la seule VetAgro, aussi bien que l'observation des moments formels de la vie de l'option (séminaires de rentrée et de clôture avant les stages de fin d'études) laissent apparaître l'importance et parfois l'acuité de l'anxiété écologique chez les étudiant·es agronomes en général, et au sein de l'option en particulier. Une série de verbatims, que nous ne partagerons pas par écrit, pourra étoffer « l'évidence que l'on est tous écoanxieux », comme le dit un·e de ces optionnaires. Or, le degré d'anticipation de discontinuités environnementales assumé au sein de la formation (au-delà de l'option) varie fortement, sans toutefois atteindre celui exprimé par les étudiant·es les plus touché·es ; on peut se demander si l'inquiétude étudiante ne manque pas d'occasions d'être prise en charge en une vision explicite, cohérente et valorisant de façon crédible le rôle de l'ingénieur·e. D'autres tensions qui apparaissent relèvent de discordances entre les échelles envisagées par les parties prenantes de l'option : celle entre un horizon partagé, voire universellement durable, ou au contraire la réinterprétation des compétences agronomiques dans la perspective d'une autosuffisance alimentaire individuelle pour traverser un temps de catastrophes (« cultiver son jardin et être le plus autonome possible », dit un étudiant). Autre discordance d'échelles : celle entre un rôle écologique de l'agronome projeté à l'échelle des systèmes sur lesquels il ou elle pourrait avoir prise et son rabattement sur une consommation sobre et éclairée, à l'échelle individuelle, suivant les injonctions à « l'écocitoyenneté » (Ginsburger, 2020).

Conformément à un de ses partis pris pédagogiques originaires, celui de valoriser l'autonomie du collectif d'optionnaires et sa capacité créative, il a été suggéré aux étudiant·es en 2022 de faire émerger leurs propres réponses aux embarras contemporains de la question écologique, sous la forme d'une « fresque des solutions » à réaliser progressivement au fil du semestre. Mais à la différence de son fameux modèle, la *Fresque du climat*, qui est fortement structurée par les géosavoirs climatiques et dont les éléments sont coordonnés d'une façon relativement précise, celle-ci surmonte-t-elle le risque de juxtaposer des éléments épars (livrables des modules et, très inégalement distribués au sein du groupe, citations de livres ou de conférences vidéos), répartis seulement du dysphorique (« écoanxiété ») au constructif ? Le mot « solutions », bien ancré dans une rationalité ingénieriale

ournée vers la résolution de problèmes, aide-t-il à envisager de façon cohérente l'état des lieux et l'inventaire des façons dont les futur·es agronomes pourraient utilement intervenir ? Comment les ancrages scientifiques attendus d'ingénieur·es en formation s'articulent-ils avec les références « inspirantes » ?

L'option EcoTerr et *a fortiori* le reste du cursus ingénieur n'ont jusqu'à présent offert aux étudiant·es que de brefs aperçus sur des thèmes tels que les « biorégions » ou « la décroissance », qui n'en font pas moins l'objet d'une demande au sein de l'option. Mais, au-delà d'ancrages communs, par exemple dans des approches métaboliques des territoires, comment pourraient-ils s'articuler avec les outils enseignés et les emplois envisageables ? Une approche telle que l'écologie industrielle et territoriale (EIT) (Buclet, 2011) peut-elle s'offrir comme un carrefour entre ces cadres de développement alternatifs (voire ces alternatives au développement) et l'acquisition d'outils « de l'ingénieur·e », attendus dans les emplois disponibles, et qu'il n'est pas question de négliger ? Où se trouve le terrain pédagogique qui conjugue l'instrument et l'inspirant ?

L'obligation récente de tenir, dans chaque établissement de formation agronomique publique, une veille de prospective des métiers offre une occasion de re-clarifier le positionnement de l'option à partir de professionnalités émergentes, telles qu'il s'en cherche par exemple au sein de cabinets de conseils, et telles que la montée du thème de l'adaptation dans les priorités des politiques publiques peut en stimuler le développement. Une des pistes pour mener ce renouvellement de l'option peut s'inspirer des réflexions et des expérimentations de « redirection écologique », qui prennent au sérieux aussi bien la discontinuité anthropocénique que le besoin d'une ingénierie spécifique pour organiser l'atterrissage (Collectif, 2021). D'autres, nous l'espérons, apparaîtront à la faveur d'échanges avec des collègues aux prises, dans d'autres écoles, avec des problèmes semblables.

RÉFÉRENCES

- Boudes Ph., Rondard L., Tasset C., 2022, « Résultats de l'enquête Ingénieur·e.s en quelles transitions ? », communication aux journées d'étude « Engagement étudiant », Université Paris Nanterre, 21 octobre 2022.
- Buclet N., 2011, *Écologie industrielle et territoriale. Stratégies locales pour un développement durable*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.
- Campagne P., Pecqueur B., 2014, *Le développement territorial. Une réponse émergente à la mondialisation*, Paris, éd. Charles Léopold Mayer.
- Cassegård C., Thörn H., 2022, *Post-Apocalyptic Environmentalism. The Green Movement in Times of Catastrophe*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.
- Collectif, 2021, *Horizons publics*, hors-série « Engager la redirection écologique dans les organisations et les territoires ».
- Collectif, 2022, *Commune frugale. La révolution du ménage*, Arles, Actes Sud.
- Ginsburger M., 2020, « De la norme à la pratique écocitoyenne », *Revue française de sociologie*, 61(1), p. 43-78.
- Mazuel L., 2021, *Programme d'enseignement. Option EcoTerr*, Lempdes, VetAgro Sup.
- Monnin A., 2020, *Politiser le renoncement*, Paris, La Divergence.
- Poinsot A., 2022, « Après l' "appel à désert" à AgroParisTech, l'onde de choc sur les formations d'ingénieurs agronomes », *Médiapart*, 20 juin 2022.

L'AUTEUR

Cyprien Tasset

VetAgro Sup – Territoires

cyprien.tasset@vetagro-sup.fr